



PREFECTURE DE L'AUBE

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET
DES AFFAIRES ECONOMIQUES
BUREAU DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 03-3431 A

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Société MASSON
à
ESTISSAC
Hameau de Thuisy - lieu-dit La Belle Epine

MESURES D'URGENCE

LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du Code de l'Environnement ayant abrogé la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** le Code de l'Environnement - LIVRE V - TITRE 1^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article L514-1,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** l'arrêté municipal n° 97-28 du 19 juin 1997,
- VU** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 97-1515 A du 28 avril 1997,
- VU** le rapport de l'inspection en date du 04 septembre 2003,
- CONSIDERANT** que les activités exercées actuellement par M. MASSON sont des activités soumises à autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques 167 A et 167 B,
- CONSIDERANT** que le brûlage des déchets à l'air libre est à l'origine d'une pollution atmosphérique et de nuisances pour le voisinage,
- CONSIDERANT** que l'enfouissement de déchets industriels banals pourrait conduire à une contamination de la nappe phréatique par des substances indésirables,
- CONSIDERANT** les nombreuses plaintes formulées par le voisinage et les concurrents,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} -

La société MASSON, implantée à Thuisy, lieu-dit «La Belle Epine » à Estissac, est tenue de respecter les dispositions suivantes :

Opérations à réaliser immédiatement :

- Cesser tout transit, tri ou stockage de déchets industriels banals, non inertes ;
- Cesser tout brûlage de déchets sur le site ;
- Stocker les fûts de produits liquides sur rétention.

Opérations à réaliser sous un mois :

- Evacuer tous les déchets banals mais non inertes présents sur le site vers une installation autorisée à cet effet (Centre de Stockage de Déchets de classe 2).

ARTICLE 2 - SANCTIONS

A défaut d'exécution dans les délais impartis, il pourra être fait application des mesures prévues par l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 – NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à la société MASSON à Thuisy, lieu-dit « La Belle Epine » à Estissac.

Une copie de ce dernier sera déposée aux archives de la Mairie d'Estissac pour y être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Un extrait en sera affiché à la porte de la Mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le Maire à la Préfecture du département de l'Aube – Bureau de la Protection de l'Environnement.

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube,
- Monsieur le Maire d'Estissac,
- Mme la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Champagne-Ardenne, Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

TROYES, le 26 SEPTEMBRE 2003
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé : Olivier JACOB